

CADRE D'INTERVENTION SECTORIEL

Education et formation

2010-2012

développeur d'avenirs durables

afcd
AGENCE FRANÇAISE
DE DÉVELOPPEMENT

Présentation

- Conception du CIS
- Enjeux du secteur et contexte politique
- Avantages de l'AFD dans le secteur
- Périmètre et cadre d'intervention sectoriel
- Déclinaisons régionales
- Productions intellectuelles
- Plan d'affaire 2010/2012
- Suivi

CONCEPTION

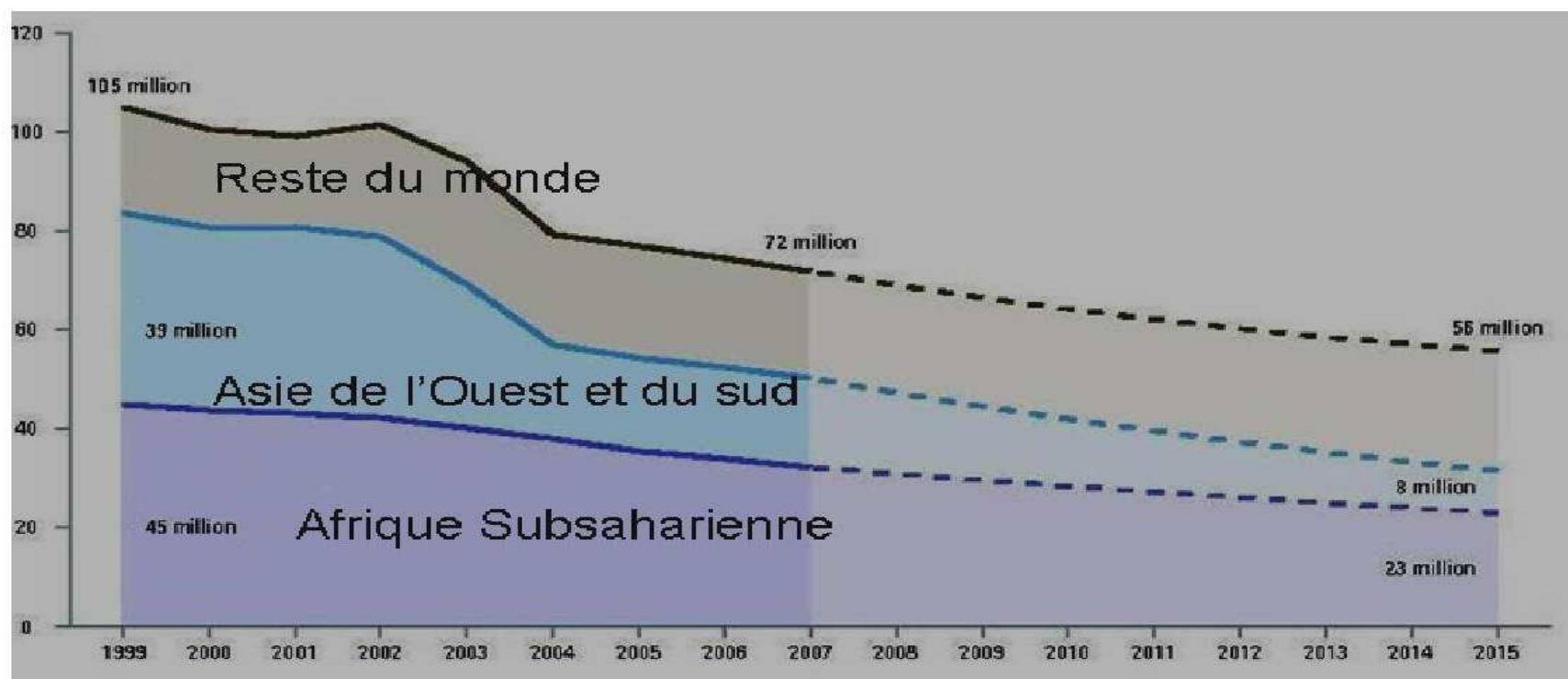
- En 2008, bilan externe et groupe de réflexion sur la coopération éducative française, pilotés par le MAEE
- **Nouvelle stratégie de coopération éducative présentée au CICID de Juin 2009**
- Octobre 2009 : première ébauche du CIS éducation de l'AFD, consultations internes et externes, version provisoire début 2010
- Discussion avec la société civile et les tutelles fin mai, **présentation du CIS au conseil d'administration le 08 juillet 2010**

Enjeux

- Un droit, un impact sur la croissance, la santé, la démographie et la cohésion sociale, une dépense
- L'accès inégal à l'éducation et à la formation limite les capacités d'adaptation aux mutations socio-économiques et climatiques et aggrave les risques de déséquilibres mondiaux

Le capital de base que représente une scolarisation primaire complète et de qualité pour tous est loin d'être assuré dans de nombreux pays en développement

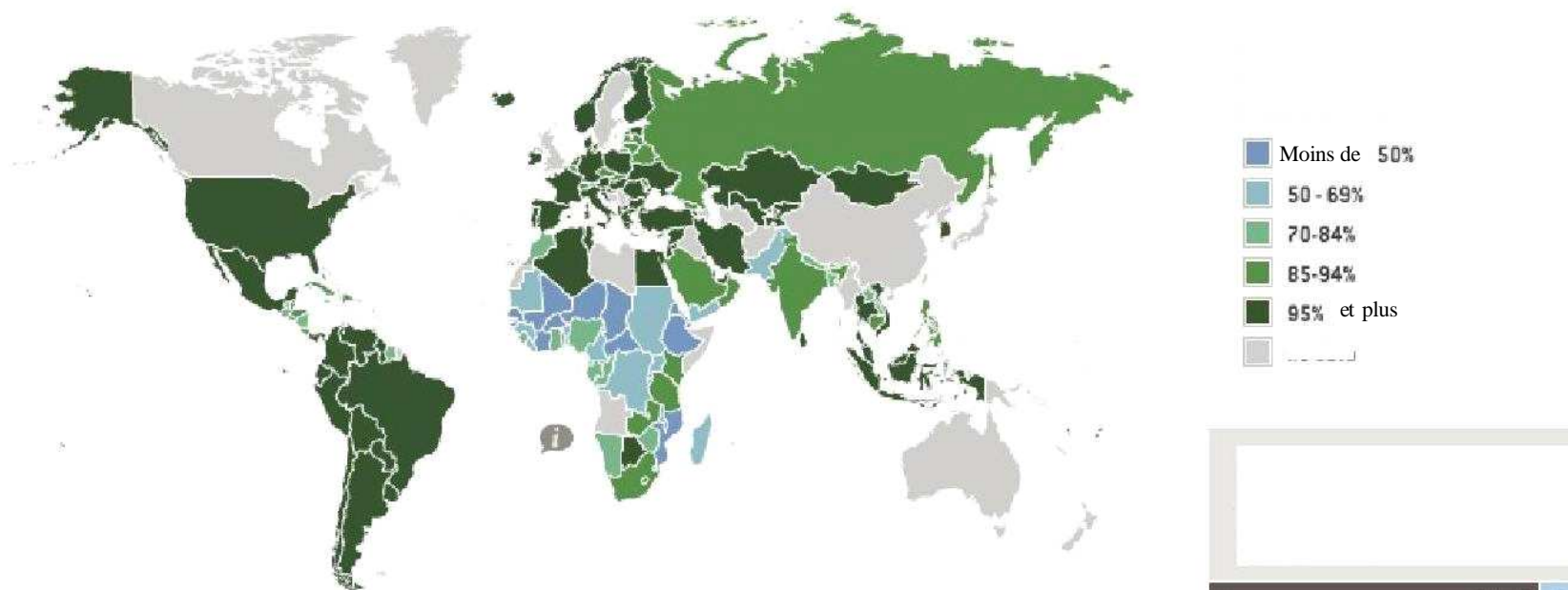
- *Projection des non scolarisés en 2015*



Source : *Education for All Global Monitoring report UNESCO 2010*

L'Afrique concentre le plus grand nombre de pays où le pourcentage d'enfant qui achèvent un cycle primaire complet est le plus bas

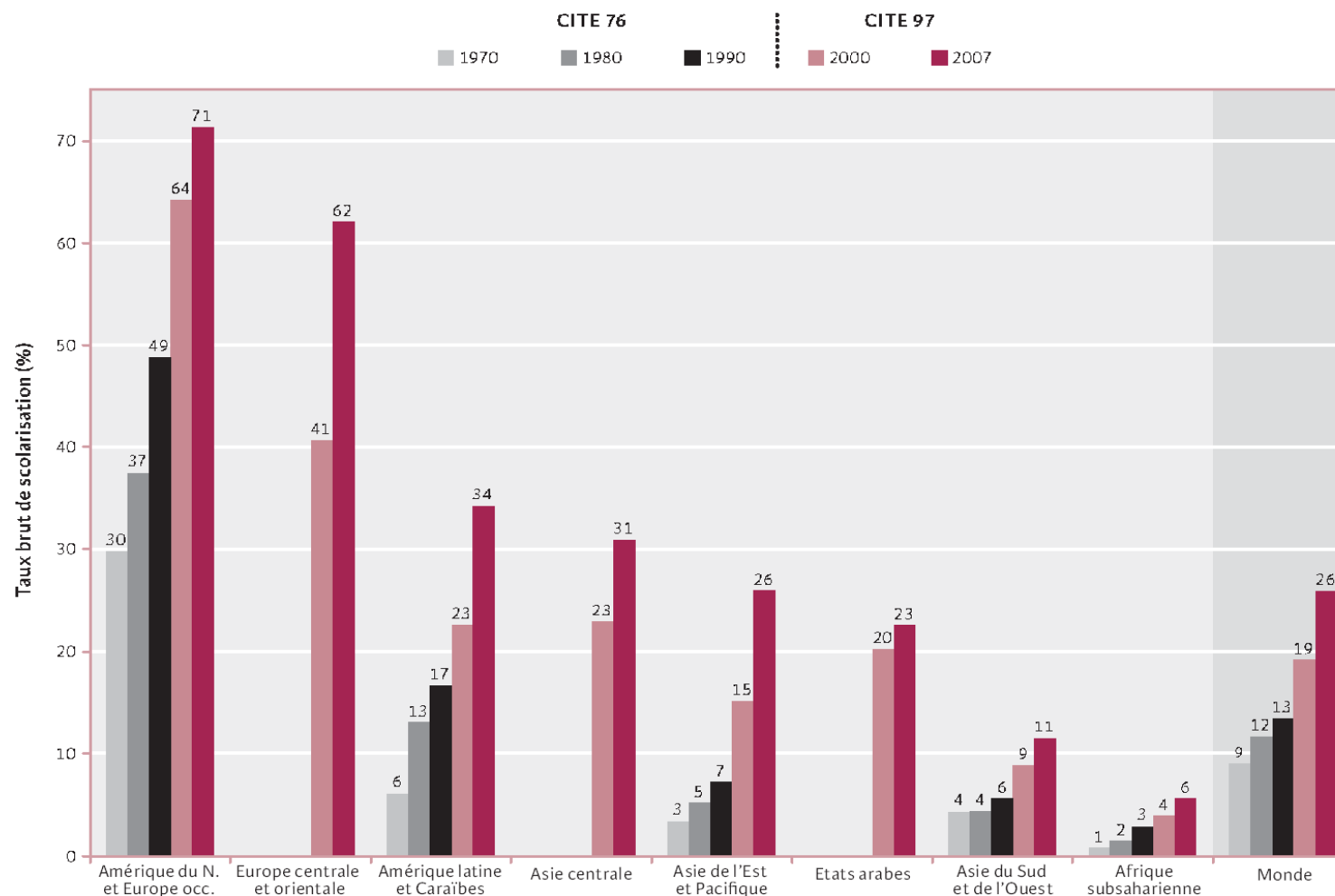
Pourcentage d'enfants qui achèvent un cycle primaire complet
(données disponibles 2002-2007)



Source : Education for All Global Monitoring report UNESCO 2010

Les pays en développement ont besoin de systèmes de formation efficace pour accroître la compétitivité des entreprises et soutenir une croissance durable

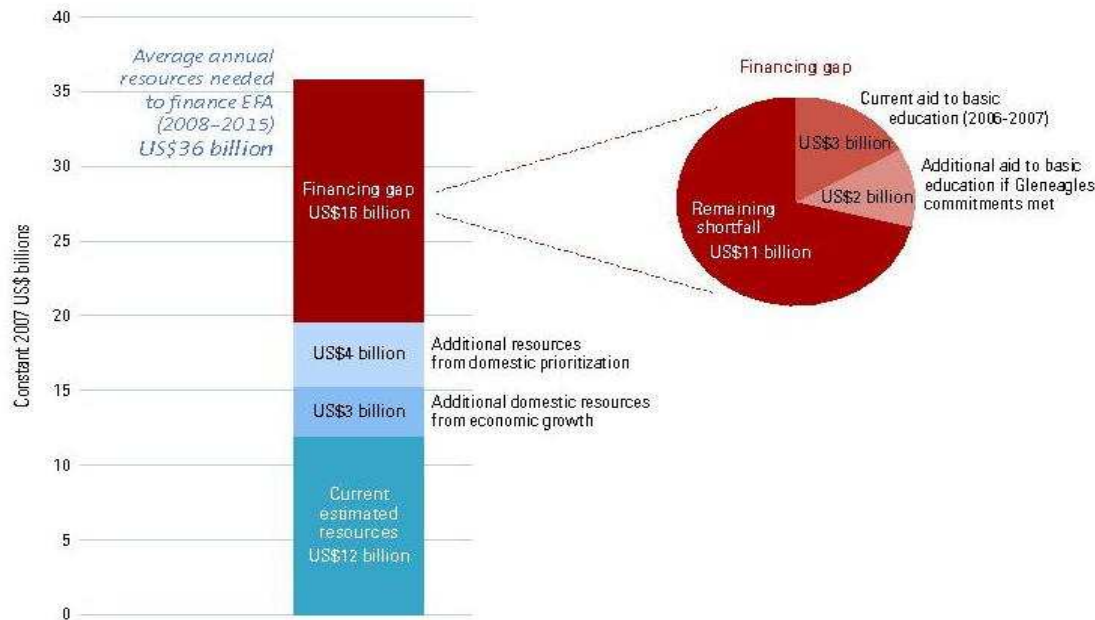
Taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur par région, 1970-2007



Les pays en développement manquent de ressources pour mettre à niveau leurs dispositifs d'éducation et de formation

Figure 2.49: Financing gaps are large and unlikely to be eliminated by current donor pledges

Breakdown of annual resource needs to achieve basic education goals



The financing gap for basic education is around US\$16 billion annually

Notes: Breakdown of annual resource needs does not add up to the total due to rounding. The percentage increase in aid between 2005 and 2010 associated with the Gleneagles targets (see Chapter 4) are used to project 2005 basic education commitments to 2010 for each country covered.

Sources: EPDC and UNESCO (2009); OECD-DAC (2009d).

Source : Education for All Global Monitoring report UNESCO 2010

Contexte politique

- **Le schéma d'intervention éducation pour tous - Fast Track devrait perdurer** suite à son évaluation mi parcours (simplifications et mécanismes de financement innovants)
- **Un intérêt croissant pour le post primaire**, en partie pris en compte par le le FTI, avec de nouvelles orientations sectorielles des bailleurs de fonds en ce sens
- La nouvelle stratégie « Education, formation, insertion 2010/2015 » (CICID du 05 juin 2009) confirme un objectif prioritaire de scolarisation primaire universelle et celui de la promotion d'une **vision intégrée du développement éducatif qui favorise l'insertion économique et sociale de la jeunesse**

Avantages de l'AFD dans le secteur et leçons des opérations en cours

- **En matière d'éducation de base, et dans les pays d'Afrique subsaharienne francophone, l'AFD est un partenaire bilatéral très présent**
 - avantage de la francophonie et de l'ancienneté de la coopération éducative française
 - forte implication dans le schéma Fast Track (409 M€ de concours vivants, dont 68 % en ASS)
- **Les programmes sectoriels constituent clairement un progrès par rapport aux démarches antérieures, mais les partenaires doivent s'organiser pour mieux accompagner la mise en œuvre**
 - peser ensemble sur le dialogue politique
 - complexité des programmes et manque de capacité locale
 - besoin d'accompagnement du changement et de l'innovation
 - manque de visibilité des aides bilatérales

Avantages de l'AFD dans le secteur et leçons des opérations en cours

- **Un partenaire reconnu de la formation professionnelle**
 - au moins 200 M € de concours vivants
 - Les références françaises
 - l'expérience formation professionnelle de l'AFD dans les différents secteurs de l'économie
 - l'expérience formation professionnelle de l'AFD au Maghreb (partenariat public privé PPP)
- **Les projets PPP sont bien adaptés aux besoins des entreprises du secteur formel**
 - Il faut compter avec le temps de structuration des organisations professionnelles
 - Il faudrait pouvoir également aborder les questions sectorielles transversales (certifications, financement, ...)
- **Pas de modèle pour la formation professionnelle de masse à destination du secteur informel, mais des attentes fortes**

Avantages de l'AFD dans le secteur et leçons des opérations en cours

- **L'AFD a également développé quelques prêts aux projets de formation des opérateurs économiques** (EDULOAN-RSA, BNDA-Mali, 2IE, Université catholique de St Domingue, Anhanguera, ...)
 - des opérateurs de formation ou des banques susceptibles d'emprunter (prêts et garanties AFD/PROPARCO)
 - une demande croissante / une offre française
 - des contreparties difficiles
- **Pour les appuis à l'éducation et à la formation, l'AFD dispose d'une palette d'outils financiers diversifiés**
 - prêts souverains et non souverains, éventuellement concessionnels (usage de la bonification)
 - garanties ARIZ
 - C2D, subventions déléguées (UE, Fast Track, ...)
 - subventions

Périmètre du cadre d'intervention

- **AFD** : éducation de base (alphabétisation, enseignements primaire et secondaire) et formation professionnelle
- **MAEE** : coopération culturelle, francophonie et promotion de l'enseignement du Français, recherche et enseignement supérieur
 - NB 1 : **Les prêts de l'AFD peuvent faciliter les interventions du MAEE dans les domaines de la recherche et de l'enseignement supérieur**

Cadre d'intervention

- **1- OMD/Education de base**
 - Favoriser la scolarisation de base universelle, en priorité dans les pays d'ASS francophone, en renforçant le partenariat technique
- **2 - Croissance/formation**
 - Favoriser la croissance dans les différentes régions du monde en contribuant à l'adaptation de la formation aux nouveaux besoins de l'économie et au changement climatique

Axe 1 - Education de base

Être un partenaire bilatéral de référence
spécialement en ASS francophone

- **Soutenir les programmes sectoriels**
 - rester dans le dialogue politique au côté de l'aide multilatérale
 - encourager des modalités plus responsabilisantes
- **en les complétant par des projets d'appui technique**
 - mieux adresser les problèmes de **capacités**,
 - améliorer la **visibilité** bilatérale

Participer avec le MAEE à la sécurisation de l'aide au secteur :
réforme du Fast Track, mécanismes de financements innovants,
mobilisation des fondations, gestion de fonds délégués ?

Axe 1 - Education de base

Les projets d'appui technique

- **Appuis techniques** : analyse sectorielle, démarches de renforcement de capacité et gestion par les résultats, gestion et formation des enseignants, NTIC et formation, politiques linguistiques, enseignements scientifiques et environnementaux, évaluation des apprentissages et gestion pédagogique, établissements privés, transferts aux collectivités, réforme du secondaire, ...
- **Division du travail** : proposer d'être le bailleur de fonds qui suit spécialement ces sujets
- Être **catalyseur d'expertise** : **études et recherches** sur fonds propres en collaboration avec **partenariats techniques** notamment français (services, recherche, collectivités, ONG, bureaux, autres coopérations)
- s'appuyer sur les **projets des ONG** et les **Projets régionaux d'expertise** (Pôle de Dakar, PASEC, ...) soutenus par l'AFD

Axe 2 – Croissance et formation

Etendre et diversifier les interventions de l'AFD dans le domaine de la formation

- **Programmes sectoriels des Etats**

- **Centres de formation sectoriels** dans les secteurs formels de l'économie
- enrichis sur les **questions transversales** (certification et financement),
- en visant désormais **aussi l'économie informelle**

- **Projets des opérateurs économiques**

- Projets des entreprises
- Projets des organismes de branches
- Projets des organismes et opérateurs de formation
- Crédits des banques aux étudiants, aux travailleurs en formation continue et aux établissements d'enseignement privés

Axe 2 – Croissance et formation

Diversifier les modes d'intervention

- Capitaliser sur l'offre interne de l'AFD et développer les partenariats avec l'expertise française et étrangère
- Explorer les besoins des pays et des opérateurs, notamment les pays et les secteurs économiques formels où la France a des avantages comparatifs
- Intervenir en collaboration interne (divisions techniques, recherche, PROPARCO, CEFEB) et avec les intervenants extérieurs (services, branches, partenaires sociaux, collectivités, ...)
- En cohérence avec les politiques publiques et les efforts d'adaptation au changement climatique, selon les mandats fixés à l'AFD, en synergie avec le MAEE et le MIINDS

Afrique au sud du Sahara

Les besoins les plus forts

- gros déficit d'éducation de base
- gros déficit de formation professionnelle,
- démographie toujours forte, capacités limitées, économie informelle dominante, risques climatiques

Un problème de ressources

- **Prêts non souverains**
- **Prêts souverains** aux Etats (PS1 : Ghana, Cameroun, Mozambique, Ouganda ; PS2 : Angola, Kenya, Nigeria ; PS3 : Gabon),
- **Prêts très concessionnels** (Sénégal, Mali) : à confirmer
- **Contrats de désendettement C2D : 8 pays au mieux** (Mauritanie, Rwanda, Burundi, Cameroun, Côte d'Ivoire, Guinée et les deux Congo)
- **Subventions : 30 M€ au mieux sur trois ans (?) pour une dizaine de pays et les projets régionaux d'expertise**
(Bénin, Burkina Faso, Centrafrique, Madagascar, Mali, Niger, Sénégal, Tchad, Togo) + Comores

Afrique au sud du Sahara

- **Consolider l'éducation de base**
 - **Concours sectoriels et projets d'appui technique :**
 - À confirmer pour pays en PS et C2D
 - difficile pour pays en subvention : disperser / concentrer ?
 - financement des projets régionaux d'expertise ?
 - **Prêts non souverains (lignes de crédit - établissements d'enseignement privés)**
- **Développer la formation**
 - **Programmes sectoriels de formation**
 - Envisageable pour pays en PS et C2D / demande forte (Madagascar, Cameroun, Côte d'Ivoire, île Maurice + pays d'Afrique australe,)
 - financement des projets régionaux d'expertise ?
 - **Projets de formation initiés par les entreprises ou les opérateurs de formation**
 - modèle AREVA au Niger, Mines Guinée, ICAM, UCAO Togo, UCAC, ...
 - **Lignes de crédit bancaires**
 - Modèle BNDA Mali

Méditerranée Moyen Orient

- Des proximités géographiques, de langue et de marché économique
- De gros besoins de formation professionnelle / emploi des jeunes / enjeux climatiques et migratoires
- Références AFD au Maghreb, implantations françaises, Facilités UE, UPM, CMIM, étude enseignement supérieur

Méditerranée Moyen Orient

- **Programme sectoriels éducation**
 - Prêts souverains : Maroc, Liban
- **Programmes de formation**
 - **Prêts souverains** : programmes sectoriels Maroc, Tunisie, ENIB, Syrie, Egypte, **Programme solaire Maroc ...**
 - **Prêts non souverains** : projets de formation des opérateurs économiques et bancaires (Esprit, Tunisie Dauphine, Sésame/CNAM, Byblos, ...)
 - **Subvention** : Projets de co-développement MIINDS

Asie

- Surtout un besoin d'adaptation des dispositifs de formation et de recherche (compétition économique et risques environnementaux)
- Mandat BPG et croissance verte et solidaire (Chine, Inde, Indonésie, Pakistan, Thaïlande) + (Bangladesh, Malaisie, Philippines, Sri Lanka, Kazakhstan, Ouzbékistan et Mongolie) / Promotion - consolidation des partenariats franco asiatiques
- Conditions moins favorables que celles des autres bailleurs, mais Facilité UE, expérience FP AFD au Vietnam, interventions groupes français, intérêt pour l'expérience française de formation professionnelle

Asie

- **Pas d'intervention éducation de base**
(cf. FTI)
- **Programmes de formation**
 - **Prêts souverains** : programmes sectoriels (Vietnam, Kazakhstan, Thaïlande, **IIT Rajasthan** ...)
 - **Prêts non souverains** : projets de formation des opérateurs économiques (Cambodge textile et tourisme, ...)

Amérique latine Caraïbe

- L'accès à l'éducation de base n'est plus l'enjeu principal (NB Haïti)
- Les enjeux éducatifs sont principalement la qualité de l'enseignement moyen, l'accès équitable au supérieur et l'adaptation de la formation professionnelle aux besoins de l'économie
- Mandat BPG et croissance verte et solidaire (Brésil) + (Mexique, Colombie)
- Conditions moins favorables que celles des autres bailleurs, mais Facilité UE, expérience AFD enseignement supérieur St Domingue et Brésil, interventions des groupes français, intérêt pour l'université et l'expérience française de formation professionnelle

Amérique latine Caraïbe

- **Education de base**

- Surinam (prêt souverain) – concernant Haïti l'éducation n'est plus éligible aux subventions

- **Formation**

- **Prêts non souverains** : Saint Domingue (**INFOTEP**), Université catholique de Saint Domingue (prêts étudiants)
- Colombie et le Mexique (secteurs eau, énergie, aménagement urbain)

Outre mer

- Demande scolaire importante : 100 M€ de concours de l'AFD aux collectivités ces dix dernières années pour la création d'écoles, de collèges et de lycée
- Formation : résorber la crise sociale, favoriser l'intégration régionale et l'adaptation au changement climatique
- Soutien budgétaire plus difficile / problèmes de gestion du système éducatif et de la formation / mais collectivités et services publics compétents

Outre mer

- **Prêts aux collectivités :**
 - Extension des infrastructures scolaires et des services annexes (Mayotte, Nouvelle Calédonie, Guyane, Réunion)
 - Amélioration des dispositifs de formation professionnelle (? , cf. AFPA Guyane 2009)

Productions intellectuelles

l'offre de service AFD : produits financiers et conseil

- **Éducation de base**

Améliorer la gestion

- analyse sectorielle (qualité, post primaire et capacités)
- capitalisation aides sectorielles / renforcement de capacité
- politiques publiques de contractualisation des établissements d'enseignement privés

Améliorer la qualité

- fonctionnement et qualité de l'école africaine
- évaluation des apprentissages et outils de gestion pédagogique
- utilisation des langues locales
- réformes des curricula
- utilisation des NTIC pour la formation des maîtres
- promotion enseignements scientifiques et environnementaux

Productions intellectuelles

- **Formation**

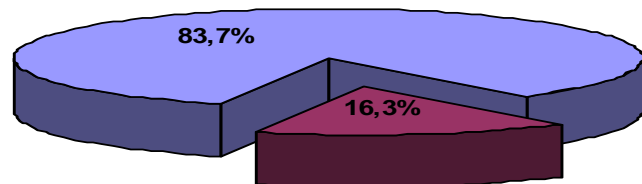
- besoins de formation dans les différentes régions
- domaines d'action des grands groupes français
- mise en commun transversale de l'expérience AFD
- potentiel de coopération internationale des autres acteurs français
- cadres de certification (UPM)
- montages juridiques et modèles financiers de référence pour l'analyse des projets des opérateurs économiques
- coûts de la formation professionnelle
- dispositifs coût-efficace de formations courtes d'insertion des jeunes
- professionnalisation des filières universitaires de science humaines
- besoins de développement des filières de formation aux métiers verts
- Participation aux réflexions AFD sur les plans d'adaptation au changement climatique

Plan d'affaire 2010/2012

- 698 M€ (contre 321 M€ sur 2007/2009)
 - **Prépondérance de la formation** : 47 % contre 16% sur la période précédente,
 - **Doublement de la proportion des prêts** : 70 % contre 35 % sur 2007/2009,
 - Part de l'Afrique subsaharienne: 48 % des concours contre 62% pour 2007/2009.
- Perspectives relativement fermes pour 2010
- Pour 2011 et 2012 seuls 19 projets sont identifiés sur 53. Le portefeuille en PN reste pour l'essentiel à construire.

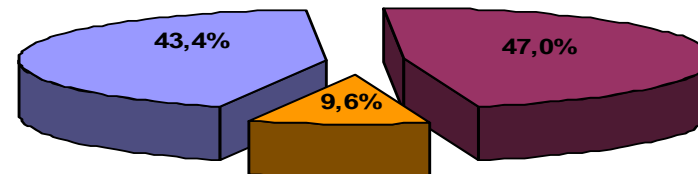
Répartition par axes d'intervention (2007-2009)

Education Formation



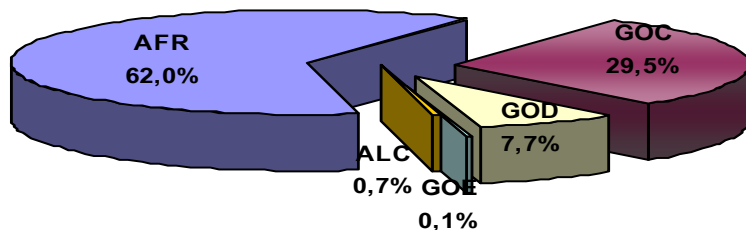
Répartition par axes d'intervention (2010-2012)

Education Formation Adaptation



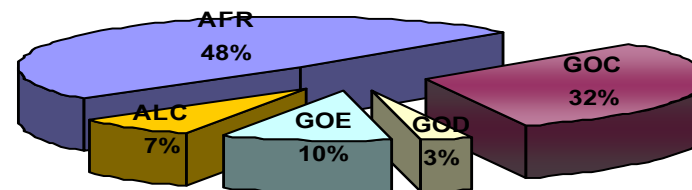
Répartition par régions
2007-2009

AFR GOC GOD GOE ALC



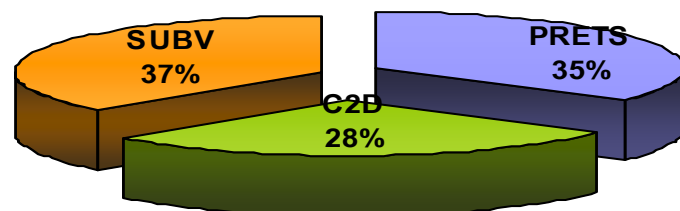
Répartition par régions
2010-2012

AFR GOC GOD GOE ALC



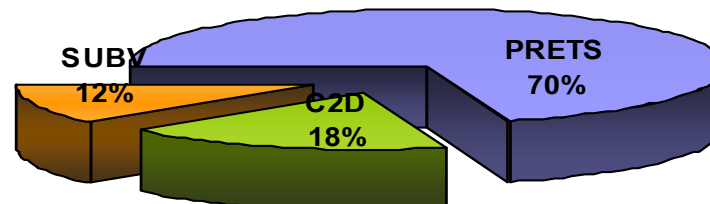
Répartition par produits financiers (2007-2009)

PRETS C2D SUBV



Répartition par produits financiers (2010-2012)

PRETS C2D SUBV



Suivi et communication

Mieux rendre compte des résultats

- **Suivi des résultats**
 - situations de départs/systèmes de rapports/supervisions renforcés
 - indicateurs agrégables
 - suivi des résultats en matière de renforcement des capacités
- **Suivi des activités et des moyens**
 - Suivi des activités dont suivi de la qualité des concours
 - Suivi des orientations du cadre d'intervention
- **Rapports annuels et bilan du CIS**
- **Communication** (un chef de projet + un consultant ; plaquettes, site, feuilles internes, séminaire d'échange et de formation, participation aux événements 2010 relatif aux OMD éducation avec RxC)